

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 112 / 6 MARS 2012



QUELLE EUROPE VOULONS-NOUS ?

La situation en Europe, et ses résonances en France, a largement fait l'actualité de la semaine écoulée.

En Grèce, le « sauvetage » tourne au pillage, l'austérité s'accroît. Une nouvelle réduction des salaires est imposée, y compris du salaire minimum (- 22% pour ceux qui y sont déjà et - 32% pour les nouveaux embauchés...). Idem pour les retraites (mais les cotisations patronales baissent...). Hôpitaux, services sociaux, administrations sont asphyxiés...pendant que la réforme fiscale prévoit de larges exonérations en faveur du capital.

Les 130 milliards accordés vont servir en priorité à payer à ses créanciers une dette que le pays, qui ne cesse de s'appauvrir, sera incapable de supporter.



Au premier rang de ceux-ci, les banques, les assurances, les fonds spéculatifs.

Et c'est à ces banques que la BCE vient de prêter 530 milliards à 1% quand la Grèce emprunte à des taux prohibitifs !

Laisser les mains libres aux capitalistes, c'est ouvrir la porte à

une austérité généralisée en Europe. Eux sont unis dans leur guerre contre les salariés.

Il est impératif que les salariés le soient aussi.

La CGT est fière d'avoir contribué, au sein de la CES, à l'émergence d'une riposte au niveau européen.

Le monde du travail s'est manifesté le 29 février dans 29 pays, à la veille d'un sommet européen réuni pour entériner un nouveau traité dit de stabilité, mais qui, en fait, institutionnalise l'austérité.

En France, des réticences à des actions de haut niveau se sont faites jour, pour de mauvaises raisons à notre sens (période électorale...)

Ce n'est pas le 6 mai qu'on s'y met ! C'est maintenant, parce que c'est maintenant que pleuvent les mauvais coups.

Les manifestations (CGT, FSU, Solidaires) ont rassemblé 2000 personnes à Nantes et autant à Saint-Nazaire



BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN ?

Des commentaires, beaucoup de commentaires dans la presse autour de la proposition d'instaurer une tranche d'impôt à 75% sur les revenus dépassant le million d'euros.

La CGT n'est pas hostile à une réforme de la fiscalité, mais la réduire à cela, c'est beaucoup de bruit pour rien.

Une véritable réforme est une réforme d'ensemble (voir nos propositions sur le site <http://www.justicefiscale.fr/>)

Aux journalistes en quête de sujet sur la fiscalité, nous suggérons de se pencher plutôt sur les conséquences du gel du barème de l'impôt sur le revenu décidé par Sarkozy pour cette année.

La fiscalité a un rôle de redistribution qui n'est pas à négliger. Cela dit, réduire les inégalités passe avant tout par une nouvelle répartition des richesses : ce sont les salaires qu'il faut en priorité revaloriser.

ÉPILOGUE

Nous avions annoncé (voir le n° 110) notre intention de donner suite à un courrier adressé au DRFIP par des collègues du SIP de Saint-Nazaire s'étant sentis mis en cause par Antidote hebdo. Après avoir toutefois fait le point, vérifié certains faits, et confronté notre analyse avec celle de la direction lors d'une réunion qui a eu lieu le 1er mars.

L'UNSA, flairant sans doute un « bon coup », a cru bon de publier ce courrier sans attendre. Chacun-e ayant donc pu en prendre connaissance, une réponse sur le fonds a été adressée à chaque collègue concerné-e par courrier individuel.

Que dire, sinon inviter chacun à relire les articles en question, tous en ligne sur notre site, et se forger une propre opinion.

Pour notre part, notre objectif a toujours été de dénoncer le recul du service public auquel conduit la politique gouvernementale.

Ce que nous disons, c'est qu'il faut nous interroger collectivement sur les conséquences de cette politique sur notre pratique professionnelle et sur les conditions d'exécution de la mission de service public qui est la nôtre.

Ce que nous répétons, c'est que derrière un dossier fiscal, il y a des hommes et des femmes.

Réduction des effectifs, contraction du calendrier, empilement des réformes, complexité grandissante de la fiscalité, tout cela retentit sur nos conditions de travail. Comment y faire face ?

La tentation existe d'un repli sur soi, d'une « adaptation » pour tenter de se préserver. Nous pouvons la comprendre, à défaut d'y souscrire.

On peut avoir une impression de soulagement quand il y a moins de monde en réception, quand on est moins confronté à des situations de détresse, ou encore à la colère et l'agressivité de certains contribuables. Soulagement passager, souvent prélude à un retour de bâton.

Ainsi, à la trésorerie municipale de Nantes, la situation critique en matière d'effectifs et de charges de travail avait abouti, après entrevue avec la direction, à une politique de développement du paiement par TIP.

En 2012, c'est le développement du paiement par TIP qui sert de justification aux deux suppressions d'emplois...

Scénario inversé, mais pour le même résultat final en fiscalité immobilière. En prévision de la réforme de l'ISF qui fait chuter le nombre de redevables, on a transféré à ces services la charge d'une application informatique spécifique (OEIL) pour, en quelque sorte, combler le trou et éviter les suppressions d'emplois.

En 2012, la réforme de l'ISF sert de justification à la suppression de cinq emplois dans le département...

La nature du service public, nous avons intérêt à ne jamais la perdre de vue, et pour cela il faut garder toute notre lucidité sur les adaptations proposées ou qui peuvent venir spontanément à notre esprit.

Et lutter, encore et toujours.

C'est comme cela que l'on prépare un avenir meilleur.

UN COMBAT DE TOUS LES JOURS

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, la CGT organise dans ses locaux à Montreuil, une rencontre nationale pour l'égalité femmes/hommes avec l'objectif de faire le point sur le plan revendicatif en la matière, mais aussi faire le bilan en matière de syndicalisation et de promotion de la place des femmes au sein de notre organisation.

L'Union locale CGT de Nantes a réalisé un document de 4 pages sur le thème de l'égalité, à voir sur le site <http://ulcgt Nantes.free.fr/>